



## **Termes de Référence Consultance**

Identifier les opportunités professionnelles adaptées  
aux besoins en moyens d'existence des populations  
du 6<sup>ème</sup> arrondissement et de Bimbo 2.

*Pour Novembre 2019*

# TABLE DES MATIERES

<b>1. Contexte.....</b>	<b>2</b>
1.1. Contexte général.....	2
1.2. Première Urgence Internationale en RCA.....	2
1.3. Contexte et justification de la consultance.....	3
<b>2. Objectifs de la mission .....</b>	<b>3</b>
2.1. Objectif général : .....	3
2.2. Objectifs spécifiques :.....	4
<b>3. Tâches.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>4. Méthodologie.....</b>	<b>4</b>
4.1. Collecte des données secondaires/ Recherche documentaire.....	4
4.2. Type des unités à étudier .....	4
4.3. Collecte de données primaires .....	5
<b>5. Livrables attendus.....</b>	<b>5</b>
<b>6. Logistique, sécurité et administration.....</b>	<b>6</b>
6.1. Déplacement .....	6
6.2. Sécurité.....	6
6.3. Ressources humaines.....	6
6.4. Equipement.....	6
<b>7. Compétences attendues.....</b>	<b>6</b>
<b>8. Dossier de candidature et modalité de soumission .....</b>	<b>7</b>
<b>9. Droits de propriété .....</b>	<b>7</b>
<b>10. Annexes.....</b>	<b>7</b>

## Personne à contacter

Les candidatures devront être envoyées par e-mail à l'adresse suivante avant le 15/11/2019 avant 16h

<b>Antoine MILLY</b> , Chargé de Programmes	E-mail: <a href="mailto:amilly@premiere-urgence.org">amilly@premiere-urgence.org</a>
<b>Date de départ prévue:</b>	25/11/19
<b>Rapport final consultance</b>	15/12/19

## 1. Contexte

### 1.1. CONTEXTE GENERAL

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Le pays a une Indice de Développement Humain qui le classe au 188ème rang mondial sur 189 pays, devant le Niger, en 2018. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés encore présents dans certaines régions du pays.

Au mois de juillet 2019, le total des personnes déplacées internes en RCA était estimé à 613 031 individus<sup>1</sup>, composés respectivement de :

- 197 206 personnes sur des sites de déplacés internes;
- 415 825 personnes estimées dans les familles d'accueil.

Les accords de Khartoum signés en février 2019 ont permis une accalmie somme toute relative dans la capitale centrafricaine. Toutefois, la constitution puis la réorganisation du gouvernement n'a pas engendré une amélioration de la situation humanitaire qui reste à déplorer. Si certains déplacés ont pu regagner leur quartier d'origine et nécessitent un accompagnement pour leur retour, des milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés. L'accalmie actuelle ne saurait pourtant cacher un contexte sécuritaire qui reste extrêmement volatile, les tensions restant vives entre les différents groupes armés, l'Etat et l'intervention internationale sur tout le territoire.

Le Humanitarian Needs Overview mis à jour au 27 mars 2019 établissait 2.9 millions de personnes en besoins humanitaires dont 51% d'enfants et qui représentent 63% de la population centrafricaine. Sur l'ensemble de ces personnes, 2.2 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire en santé.

### 1.2. PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE EN RCA

Première Urgence Internationale est présente en RCA depuis 2007. En 2019, les équipes de Première Urgence Internationale se déploient sur deux régions du pays : Bangui la capitale et Ndélé dans le Nord. PUI mène des activités d'urgence et de réponse aux causes structurelles des problématiques de sous-développement, en répondant globalement aux besoins des populations retournées, déplacées et hôtes notamment en milieu urbain. Les équipes œuvrent aujourd'hui dans

<sup>1</sup> OCHA, *Bulletin humanitaire République centrafricaine*, N°45, 2019, Juillet.

les domaines de la santé et de l'EHA, de l'assistance nutritionnelle, de la sécurité alimentaire, de la logistique et de la cohésion sociale.

A titre d'exemple, elle appuie l'ensemble de la communauté humanitaire par la mise en place d'une plateforme logistique de stockage à Bangui, et assure la gestion du système de santé de la région de Bamingui-Bangoran en appuyant 20 formations sanitaires et l'hôpital du District de Ndélé. Première Urgence Internationale mène un consortium de plusieurs ONG (ACF et CRF) à Bangui dans le domaine de la santé. De plus, l'organisation participe à un projet de résilience rurale et d'appui au relèvement des producteurs et filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois dans l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA, en consortium avec DRG, ACF, TGH et Concordis International trust.

### 1.3. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA CONSULTANCE

Le lancement de l'opération "Sukula" par la MINUSCA qui visait à déloger les groupes armés du 3ème arrondissement de Bangui, puis l'attaque de l'église de Fatima le 1er mai 2018 a conduit à une nouvelle détérioration du contexte humanitaire et a eu un impact négatif sur la situation humanitaire à Bangui. Par conséquent, des mouvements de population ont été enregistrés vers le 6ème arrondissement et la commune de Bimbo.

Première Urgence Internationale a mené dans le 6ème arrondissement et à Bimbo une évaluation multisectorielle afin d'apprécier les besoins de ces populations. L'analyse des données collectées a démontré que l'une des principales causes de vulnérabilité était l'absence d'une source primaire de revenus pour répondre aux besoins fondamentaux des ménages. Par la suite, PUI a mené une série de « Focus Group » avec des groupements représentant une dizaine d'activités professionnelles pour rendre compte des difficultés qui entravent le développement et l'épanouissement des entreprises professionnelles.

Compte tenu de ces différents éléments et en réponse à cette situation, PUI mettra en œuvre un programme de relance économique et de restauration des moyens d'existence axé sur le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR) à travers la modalité de transfert monétaire conditionnel. Ce projet vise à promouvoir l'autonomie et réduire la dépendance à l'aide humanitaire des populations vulnérables du 6ème arrondissement et de Bimbo 2, hôtes, déplacées et retournées.

Les versements de cash pour appuyer les AGR menées par les bénéficiaires seront au nombre de 3, et dégressifs au lancement, à mi-projet si le bénéficiaire remplit les conditions pour rester dans le programme, et en fin de projet dans les mêmes conditions. Les montants seront distincts selon la "famille" d'AGR et selon qu'il s'agira d'individus ou de groupements. Plus l'AGR requerra d'investissement au départ pour l'achat du kit de démarrage, plus le cash transfert sera élevé.

## 2. Objectifs de la mission

### 2.1. OBJECTIF GENERAL :

Identifier les opportunités professionnelles adaptées aux besoins en moyens d'existence des populations du 6ème arrondissement et de Bimbo 2.

## 2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES :

1. Valider une liste des activités professionnelles porteuses et soutenables en cohérence avec les appuis du projet dans les quartiers du 6ème arrondissement et Bimbo 2.
2. Proposer une stratégie de développement et d'accompagnement des activités professionnelles porteuses.
  1. Définir de manière sommaire la chaîne de valeur des principales activités professionnelles retenues
  2. Déterminer les niveaux d'investissements nécessaires pour un lancement/renforcement par activités professionnelles retenues
  3. Regrouper ces différentes activités professionnelles retenues par catégorie en fonction des enveloppes d'appui financier nécessaires à leurs appuis
  4. Déterminer les besoins de chaque activité en termes de besoin de stockage et d'accès au foncier.
    1. Déterminer les limites et les risques liés à l'implémentation des activités professionnelles identifiées. Apprécier l'élasticité de l'offre et de la demande, des intrants nécessaires à la conduite des activités professionnelles ainsi que des actifs produits
    2. Analyser l'intégration des marchés des activités professionnelles identifiées, notamment la capacité des biens à circuler entre les zones de surplus et de déficit.
    3. Comprendre la fluctuation des prix des intrants nécessaires à la conduite des activités professionnelles ainsi que des actifs produits par ces activités
5. Analyser et effectuer un mapping des divers acteurs étatiques, techniques et privés impliqués dans les activités professionnelles identifiées.

## 3. Méthodologie

Le/la consultant(e) devra proposer une méthodologie complète et structurée pour le travail qui lui est demandé. Néanmoins, la méthodologie utilisée devra inclure au moins:

### 3.1. COLLECTE DES DONNEES SECONDAIRES/ RECHERCHE DOCUMENTAIRE

Réaliser une collecte, revue et analyse documentaire (enquête, rapports, documents de politique national, etc.) et établir une bibliographie en privilégiant les données en accès libre.

### 3.2. TYPE DES UNITES A ETUDIER

L'unité d'étude peut se situer sur deux niveaux qui dépendent de la nature et de la disponibilité des informations à collecter (le consultant jugera de sa pertinence) :

**Le quartier** : L'entité quartier a été retenue comme niveau de travail par le projet pour subdiviser l'approche dans les 2 arrondissements dans lesquels ont lieu le projet. Il est considéré comme un sous-ensemble des arrondissements/communes à une échelle plus réduite. Une analyse par quartier permet de rendre compte du caractère hétérogène de l'arrondissement / la commune et mitiger les angles morts qu'impliquerait une unité d'étude plus grande.

**La population locale** : elle contribue à fournir des informations en tant que groupes cibles et principaux bénéficiaires des activités du projet. L'analyse des besoins exprimés/identifiés garantira que les activités mises en œuvre produisent les effets escomptés, notamment à travers la prise en compte de groupes hétérogènes (en termes de sexe et de tranche d'âge, ainsi qu'en termes de statuts, notamment déplacés, retournés et hôtes, mais aussi en termes d'activités professionnelles) parmi les membres de la population.

### 3.3. COLLECTE ET ANALYSE DE DONNEES PRIMAIRES

Cette collecte pourra prendre plusieurs formes, en fonction, de ce que le consultant juge le plus pertinent.

PUI propose les éléments suivants qui devront être désagrégés, quand cela est pertinent, selon la typologie Femmes / Hommes & Retournés / Déplacés / Hôtes & Quartiers) :

Focus Groups, auprès des différentes catégories de population (autorités traditionnelles, groupements, Femmes / Hommes & Retournés / Déplacés / Hôtes).

Entretiens semi directifs avec : Autorités (étatiques, techniques, traditionnelles), commerçants, transporteurs, grossistes, groupements, ONG

Observation / Entretiens et discussions informelles, avec la population, les commerçants, acheteurs sur marchés, fluidité des marchés, etc.

## 4. Livrables attendus

1. Un rapport répondant aux objectifs listés dans la partie 2 (30 pages maximum) comprenant :
  - Un sommaire ;
  - Une table des sigles et des acronymes ;
  - Un résumé exécutif de 2 pages (maximum) ;
  - Un rapport narratif de 30 pages (maximum) détaillant les résultats des objectifs listés dans la partie 2 ;
  - Les annexes : rapport des différentes évaluations faites lors de la Mission, termes de référence, la liste des personnes et des structures rencontrées, bibliographie.
2. Une présentation des résultats de la Mission à l'intention du siège de PUI et de la Mission PUI en Centrafrique à Bangui, et éventuellement au Groupe de Travail Cash à Bangui.

## 5. Logistique, sécurité et administration

### 5.1. DEPLACEMENT

Les coûts du vol sont inclus dans les frais de consultance. PUI facilitera les démarches administratives pour l'obtention du Visa si possible mais qui resteront à la charge du consultant(e). En RCA, le/la consultant(e) sera hébergé(e) dans la guest-house de PUI. Il sera mis à sa disposition un véhicule pour mener à bien sa mission.

### 5.2. SECURITE

Avant son départ sur la mission, le/la consultant(e) sera briefé(e) au siège à Paris ou par Skype. Sur place, Le (la) consultant (e) devra respecter les règles de sécurité en vigueur sur la mission PUI. Un briefing sécurité sera réalisé à son arrivée sur la mission. Cependant le (la) consultant (e) sera en charge de sa protection sociale durant sa mission.

### 5.3. RESSOURCES HUMAINES

Le/la consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec le Responsable projet « Relance Economique », le coordonateur Sécurité Alimentaire le Responsable Suivi et Evaluation, ainsi que l'Adjointe Chef de Mission aux Programme pour la validation de la méthodologie et des instruments de collecte des données. Il/elle pourra s'appuyer sur l'équipe d'enquêteurs déjà en place pour la collecte des données.

### 5.4. EQUIPEMENT

Le/la consultant(e) devra apporter son propre ordinateur portable. PUI fournira tout l'équipement nécessaire pour effectuer sa mission (véhicule, logement, matériel de sondage, mobilier, papeterie, vidéo projecteur, etc.). Une connexion Internet est par ailleurs disponible dans tous les bureaux et guest-house de PUI.

## 6. Compétences attendues

- Diplôme d'études supérieures en business, en économie et en moyens d'existence ou l'équivalent.
- Plus de 5 ans d'expérience avérée dans la réalisation d'enquêtes, d'analyses et de rapports sur les transferts monétaires et les moyens d'existence.
- Des connaissances approfondies et une expérience pratique en recherche quantitative et qualitative.
- Excellentes capacités d'organisation, d'animation, de présentation et de communication.
- Excellentes compétences rédactionnelles.
- Expérience de travail dans un contexte d'urgence, avoir une expérience en République centrafricaine serait un atout.

## 7. Dossier de candidature et modalité de soumission

Les candidat (e) s au présent appel à consultance sont priés de soumettre leurs candidatures à l'adresse indiquée en page 2 du présent document. Les candidatures devront comporter :

- Une lettre de motivation mentionnant les dates de disponibilité ;
- Un curriculum vitae ;
- Une ou deux références d'évaluation similaire (commanditaire, contact, pays, sujet, résultat obtenu)
- Un document synthétique de 4 à 6 pages comportant :
  - La compréhension des termes de référence en lien avec les qualifications et expériences du postulant ainsi que toute suggestion visant à améliorer les termes de référence, dans l'optique de l'atteinte des résultats attendus ;
  - Une méthodologie complète et structurée ;
  - Une proposition budgétaire (TTC) ;
  - Un chronogramme.

## 8. Droits de propriété

La propriété du rapport appartient exclusivement à PUI et au bailleur concerné (OFDA). Tout document ou publication lié à cette étude ne pourra être partagé qu'avec PUI.

## 9. Annexes

- Plan de réponse humanitaire RCA 2019